

CICR  
Délégation de Londres

1941  
Londres, le 27 novembre 19

CONFIDENTIELLE;

Mon cher Président,

Veillez trouver inclus une lettre du Général de Gaulle à votre adresse et dont, pour gagner du temps, j'ai résumé une partie du contenu dans le télégramme No. 1005.

J'ai eu l'occasion de parcourir au Foreign Relations Dept., un dossier concernant les rapports de la War Organisation avec les représentants des Forces Françaises Libres et dont quelques extraits sont joints à ma lettre. Ces citations vous montreront clairement le point de vue des dirigeants de la Croix-Rouge nationale de ce pays, point de vue qui, me semble-t-il, tient compte en très large mesure de notre propre position à l'égard de ces problèmes.

Je vous écrirai sous peu un rapport plus détaillé sur l'ensemble des impressions de notre activité, sur la durée de notre séjour ici, et quelques résultats déjà obtenus.

En vous priant de présenter mes meilleures salutations à tous les collègues, je reste, Monsieur le Président,

Votre bien dévoué,

"S" Carl Burckhardt.

Monsieur le Président  
du Comité international de la Croix-Rouge.

LE GENERAL DE GAULLE

4 Carlton Gardens, SW 1  
Whitehall 5444

Le 19 novembre 1941.

Retour aux Archives v/ r/ G 70 CP/RC.

Le Général de Gaulle a l'honneur d'accuser réception de la lettre que M. Max Huber, Président du Comité International de la Croix-Rouge lui a adressée en date du 1er août.

I.- Par son Ordonnance du 27 octobre 1940, le Général de Gaulle a spécifié que toute la législation française en vigueur au 23 juin 1940, sera appliquée aux territoires sous son autorité. Il se considère lié par les engagements internationaux pris par la France. En conséquence, les deux conventions de Genève du 27 juillet 1929 concernant " le traitement des prisonniers de guerre et "l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne" dont la France est signataire, restent en vigueur dans les territoires sous l'autorité du Général de Gaulle.

Le Général de Gaulle est tout disposé à étendre aux internés civils des parties adverses, cette dernière convention, pour autant que ses dispositions ne visent pas rigoureusement les militaires.

Pour marquer de façon tangible son souci d'appliquer les deux conventions de 1929 le Général de Gaulle a constitué à l'Administration Centrale de la France Libre, un Service des Prisonniers de guerre.

II.- Afin de permettre l'application du principe de réciprocité à toute l'activité du Comité international de la Croix-Rouge en faveur des victimes de la guerre, le Général de Gaulle a donné des instructions pour que les renseignements concernant les prisonniers de guerre de toutes nationalités capturés par les Forces Françaises Libres soient dès à présent et régulièrement envoyés au Comité International de la Croix-Rouge pour l'agence centrale des prisonniers de guerre. Il compte de son côté recevoir directement les renseignements concernant les militaires des Forces Françaises libres capturés par des forces ennemies.

III.- Le Général de Gaulle prend note du désir suivant exprimé par le Comité International de la Croix-Rouge :

"Outre cet envoi régulier de renseignements, qui s'inspire des dispositions de la Convention de Genève de 1929, le Comité international de la Croix-Rouge souhaiterait que ses délégués fussent, dans les régions occupées par les forces du Général

"de Gaulle, admis à visiter les prisonniers de guerre allemands, français ou italiens, ainsi que les internés civils qui pourraient s'y trouver".

et consent bien volontiers à ce que les délégués du Comité International de la Croix-Rouge soient admis, dans les territoires sous l'autorité du Comité National Français, à visiter les prisonniers des forces adverses, Allemands ou Italiens, ainsi que les internés civils, allemands ou italiens, qui pourraient s'y trouver.

Il donnera en particulier des instructions pour que toutes facilités possibles soient accordées à cet effet aux délégués du Comité International de la Croix-Rouge et notamment en Afrique Française libre à M. Arnols, en Syrie à MM. Burnier et G. Vaucher, et à l'île Tahiti au délégué à désigner.

Toutefois, comme il l'a déjà fait connaître à la Croix-Rouge Internationale, le Général de Gaulle considère qu'il n'a pas à prendre l'engagement d'appliquer aux Français internés par les autorités françaises libres, les règles de la convention de 1929 et ceci pour la raison que les officiers, sous-officiers et soldats qui sont tombés ou tombent au pouvoir des Français libres après avoir résisté les armes à la main à la volonté de la majorité de la population, n'ont pas la qualité de prisonniers de guerre, ni au point de vue juridique, ni au point de vue moral. Ce sont exclusivement des Français que les Français Libres regardent comme des camarades dont ils sont temporairement séparés par une conception différente de leur devoir envers la France, et aussi longtemps que le souci de l'ordre public le permettra, ils continueront à jouir d'un régime beaucoup plus libéral que celui réservé à des prisonniers de guerre et qui comporte notamment là où il a été possible de le faire l'autorisation pour les internés de vivre avec leur famille.

Le Général de Gaulle ne peut donc accepter la requête de la Croix-Rouge Internationale tendant à faire visiter par ses délégués les internés français. Il est rappelé d'ailleurs que les autorités de Vichy ne considèrent pas non plus comme prisonniers de guerre les Français Libres qui tombent entre leurs mains.

IV.- L'attitude extrêmement libérale adoptée par le Général de Gaulle à l'égard des Français internés est prise par lui sans condition - dans un sentiment de fraternité nationale - mais le Général estime qu'il serait inadmissible que le Gouvernement de Vichy pût librement maintenir à l'égard de ceux des Français Libres qui sont entre ses mains, et de leurs familles, une rigueur injustifiée, voire inhumaine, et certainement contraire aux règles de cette équité et de cette humanité que le Comité international de la Croix-Rouge s'efforce de faire prévaloir.

Le Général de Gaulle a le droit de demander que les Français qui se sont ralliés à la France Libre, ainsi que leurs familles, qui sont actuellement au pouvoir des autorités de Vichy, bénéficient de la part de ces dernières, qu'il s'agisse de leur confort moral ou physique, d'un traitement identique à celui que les autorités françaises libres accordent aux Français qui se sont déclarés pour Vichy.

Le Général de Gaulle ne doute pas que le Comité international de la Croix-Rouge usera de toute son autorité morale pour faire respecter ces règles de fraternité humaine, qui sont sa raison d'être et le but de ses efforts.

V.- Le Général de Gaulle est tout disposé à communiquer aux délégués du Comité International de la Croix-Rouge les renseignements sur les civils non internés dont les familles résident à l'extérieur et sont sans nouvelles, étant bien ~~entendu~~ entendu que par mesure de réciprocité, les Gouvernements intéressés communiqueront de leur côté au Comité International de la Croix-Rouge les renseignements concernant les familles des Français Libres résidant dans les territoires sous leur autorité.

VI.- Le Général de Gaulle, appréciant les services immenses que rend le Comité international de la Croix-Rouge en vue d'atténuer les misères et les souffrances de cette guerre, compte d'ailleurs prendre incessamment les initiatives et dispositions nécessaires en vue d'assurer entre les organisations de la France Libre et le Comité International de la Croix-Rouge les relations suivies et directes qui permettront de donner à cette collaboration le maximum d'efficacité.

(G. de Gaulle)

M. Max Huber  
Président du Comité International  
de la Croix-Rouge.